

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 16 JUIN 2026

Date de convocation : 04/06/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Procuration : 0
- Absents : 1

L'an deux mille vingt-six le seize juin à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL ; C. BERNI ; P. COURNEIL ; C. LESCURE ; J.C CULOS ; M. CLERC ; D. DAKOS ; Z. DIR ; C. MARCAT

Absent(s) : N. BRISBOUT ; B. CLAUDEL

Secrétaire de séance : M. CLERC

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.06.16-D01 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA DERNIÈRE SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Monsieur le Président donne lecture du procès-verbal de la dernière séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration du C.C.A.S :

APPROUVE le compte rendu.

Résultat du vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 16 juin 2026.

Le Président,

Thierry DUHAMEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 16 JUIN 2026

Date de convocation : 04/06/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Procuration : 0
- Absents : 2

L'an deux mille vingt-six le seize juin à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL ; C. BERNI ; P. COURNEIL ; C.LESCURE ; J.C CULOS ; M. CLERC ; D.DAKOS ; Z. DIR ; C.MARCAT

Absent(s) : N. BRISBOUT ; B.CLAUDEL

Secrétaire de séance : M. CLERC

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.06.16-D02 : PARTICIPATION AU PROGRAMME « SENIORS EN VACANCES ». CONVENTION MULTI PARTENARIALE.

Monsieur le Président rappelle que la mission de l'ANCV est de favoriser l'accès aux vacances pour tous. Dans ce cadre, l'ANCV a mis en place, depuis 2007, le programme seniors en vacances destiné aux personnes âgées.

Ce programme facilite le départ en vacances des personnes âgées qui en sont exclues pour des raisons économiques, psychologiques, sociales ou liées à leur état de dépendance ou de handicap.

Il a pour vocation de créer du lien social et rompre la solitude, l'isolement et offrir du bien-être.

Afin de le mettre en place, l'ANCV s'adresse à des structures locales ou nationales (comme les CCAS) qui deviennent, dans le cadre d'une convention de partenariat, des « porteurs de projets ».

Le CCAS de Fenouillet, en association avec les communes de Gagnac sur Garonne et Saint-Alban, a souhaité adhérer à ce programme.

Cette convention intercommunale permettra aux retraités de bénéficier d'un séjour tout compris hors transport à un tarif préférentiel.

Pour cela, il est nécessaire de signer cette convention :

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. **À L'UNANIMITÉ** :

APPROUVE la convention citée ci-dessus et autorise le président à signer cette convention.

Résultat du vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 16 juin 2026.

Le Président,

Thierry DUHAMEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 16 JUIN 2026

Date de convocation : 04/06/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Procuration : 0
- Absents : 2

L'an deux mille vingt-six le seize juin à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL ; C. BERNI ; P. COURNEIL ; C.LESCURE ; J.C CULOS ; M. CLERC ; D.DAKOS ; Z. DIR ; C.MARCAT

Absent(s) : N. BRISBOUT ; B.CLAUDEL

Secrétaire de séance : M. CLERC

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.06.16-D03 : ADOPTION DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.4312-5 relatifs au règlement budgétaire et financier ;

Vu la loi portant Nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe du 7 août 2015,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2321-3 et R2321-3,

Vu la délibération n°2023.11.28-D02 du 28 novembre 2023 approuvant le passage à la M57,

Vu le projet de règlement en annexe,

L'adoption d'un règlement budgétaire et financier (RBF) fixe le cadre et les principales règles de gestion applicables à la collectivité pour la préparation et l'exécution du budget.

Il formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du code général des collectivités territoriales, de la loi organique relative aux lois des finances du 1er août 2001 et du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités.

Il définit également des règles internes de gestion propres dans le respect des textes ci-dessus énoncés et conformément à l'organisation de ses services. Il rassemble et harmonise des règles jusque-là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes.

Il s'impose à l'ensemble des pôles, et services gestionnaires de crédits, et renforce la cohérence et l'harmonisation des procédures budgétaires en vue de garantir la permanence des méthodes et des processus internes. Il vise également à vulgariser le budget et la comptabilité, afin de les rendre

accessibles aux élus et aux agents non spécialistes, tout en contribuant à développer une culture de gestion partagée.

Le présent règlement budgétaire financier évoluera et sera complété en fonction des modifications législatives et réglementaires ainsi que des nécessaires adaptations des règles de gestion.

Le Conseil d'Administration, après avoir ouï l'exposé de Monsieur Le Président, décide :

- **D'ABROGER** le règlement budgétaire et financier actuellement en vigueur ;
- **D'APPROUVER** le règlement budgétaire et financier joint en annexe

Résultat du vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 16 juin 2026.

Le Président,

Thierry DUHAMEL



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CENTRE
COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE FENOUILLET**

SÉANCE DU 16 JUIN 2026

Date de convocation : 04/06/2026

Nombre de membres :

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Procuration : 0
- Absents : 2

L'an deux mille vingt-six le seize juin à dix-sept heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de FENOUILLET, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Thierry DUHAMEL.

Présent(s) : T. DUHAMEL ; C. BERNI ; P. COURNEIL ; C. LESCURE ; J.C CULOS ; M. CLERC ; D. DAKOS ; Z. DIR ; C. MARCAT

Absent(s) : N. BRISBOUT ; B. CLAUDEL

Secrétaire de séance : M. CLERC

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026.06.16-D04 : DÉLIBÉRATION PRENANT ACTE DE LA TENUE DU DÉBAT OBLIGATOIRE RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Monsieur Le Président rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L827-12 du code général de la fonction publique territoriale, dans les six mois suivant leur renouvellement général, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Monsieur Le Président rappelle ce qu'est la protection sociale complémentaire et quelles sont les modalités actuelles de participation ainsi que les garanties proposées aux agents.

Monsieur Le Président précise que la réforme de la protection sociale complémentaire est en cours et que les modalités de participation devront évoluer au plus tard à partir de l'année 2029.

Le Conseil d'Administration, sur le rapport de Monsieur Le Président et après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

Article 1 : De prendre acte de la tenue du débat obligatoire sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.

Résultat du vote :

Pour : 9

Contre : 0

Abstention : 0

Ainsi fait et délibéré à FENOUILLET, les jours, mois et ans que dessus et ont signé les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

FENOUILLET, le 16 juin 2026.

Le Président,

Thierry DUHAMEL

